



COMMUNIQUÉ DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DE L'AUDE

Une crise sanitaire a touché la planète entière mettant en danger les populations les plus fragiles sur le plan de la santé et les plus vulnérables sur le plan social.

La France n'a pas été épargnée mettant en exergue les choix politiques de ces dernières décennies : une fiscalité qui favorise les acteurs économiques les plus riches, une réduction massive des dépenses publiques et des droits sociaux. Ces orientations ont amené notamment le service public de la Santé au bord de l'abîme ainsi qu'un accroissement de la précarité augmentant les inégalités sociales.

Le Président de la République, lors de son allocution pendant le confinement, nous déclarait avec solennité que le monde d'après ne serait pas construit comme le monde d'avant, faisant espérer des jours meilleurs. Le passage dans le monde dé-confiné a fait tomber tous les espoirs, les recettes anciennes font leur réapparition comme solutions évidentes et indiscutables...

Ainsi, avec 100 milliards d'euros, le Premier Ministre, Jean Castex annonce une série de mesures pour relancer l'économie française après le confinement. Il ne fait en réalité que répondre aux demandes du MEDEF, sans répondre aux urgences sociales que connaît le pays et à la nécessaire bifurcation écologique. Soyons clair, ce n'est pas un plan en faveur de l'emploi : le Premier Ministre s'est en effet contenté de demander timidement au patronat...126 000 emplois et leur donne...100 milliards d'euros en échange !

En effet, l'orientation de ce plan est en fait un soutien inconditionnel aux entreprises, notamment les plus grosses qui n'ont pas toutes, loin s'en faut, des problèmes de trésorerie.

Ce sont ainsi 20 milliards d'euros, un cinquième du plan, qui seront consacrés à la réduction des «impôts de production». Cette baisse d'imposition, déjà en préparation avant la crise de la Covid-19, est une demande déjà ancienne du MEDEF. Pourtant, les politiques antérieures de réduction de la fiscalité des entreprises n'ont jamais favorisé les investissements utiles, et ont surtout servi les dividendes versés aux actionnaires.

Ces aides ne sont, d'autre part, assorties d'aucune conditionnalité sociale ou environnementale. Elles ne seront d'aucun secours pour sauver les salarié(e)s des centaines de milliers de licenciements en cours ou à venir et risquent d'abonder des activités incompatibles avec la préservation de l'environnement. Couplée à une interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits, une sécurité sociale professionnelle associée à un nouveau statut du salarié pourrait a contrario assurer un maintien des droits et des revenus des salarié(e)s menacé(e)s. La relance de l'emploi par l'embauche d'agent(e)s publics n'est pas non plus envisagée, alors que le service public fait partie des "amortisseurs" de crise sociale dont l'effet est reconnu depuis au moins la crise de 2008 et que la bifurcation écologique nécessite un accompagnement fort de l'État pour que la volonté politique affichée se décline en mesures concrètes.

La mission des agent(e)s publics, puisqu'il semble nécessaire de le rappeler, est d'assurer et d'exercer les services publics dont le rôle est notamment de permettre la cohésion sociale, assurer la réduction des inégalités, l'accès à l'éducation, la santé, la culture, etc..., bref de répondre aux besoins essentiels des populations.

En période de crise telle que nous la connaissons, tant sanitaire qu'économique, on voit ainsi bien à quoi servent ces agent(e)s essentiels.

De même, les sommes allouées aux minimas sociaux et aux personnes les plus précaires sont ridicules par rapport à ce qui est offert aux entreprises : 1 milliard d'euros via la hausse de l'allocation de rentrée, le repas à 1 euro en restaurant universitaire et l'aide aux associations et à l'hébergement d'urgence... soit 1% du budget du soi-disant plan de relance !

La baisse de la fiscalité sur les entreprises et l'absence de réforme fiscale qui s'attaquerait aux profits, est aussi un obstacle pour mettre en œuvre une transformation écologique de la société. Elle prive un peu plus les collectivités de fonds pour modifier en profondeur les modes de transports, de production, d'agriculture ou de logement, autant qu'elle empêche de développer les services publics qui ont pourtant montré leur importance ces derniers mois. Elle rend d'autant plus difficile la création des centaines de milliers de nouveaux emplois, non délocalisables, nécessaires pour la transition écologique et les services non marchands.

Aux côtés des mouvements populaires et citoyens, notre syndicat a des propositions à faire et des combats à mener. Car il y a des alternatives au capitalisme, ce système prédateur, productiviste et autoritaire, et celles-ci sont crédibles, désirables et réalisables. L'Union Syndicale Solidaires a largement participé au *Plan de sortie de crise* élaborant les pistes d'un autre monde avec une vingtaine d'organisations syndicales et associatives. Ces mesures d'urgence du collectif unitaire « Plus Jamais Ça » doivent désormais être rapidement mises en œuvre pour éviter la catastrophe économique, sociale et écologique qui s'annonce...

Pour notre département, comme ailleurs, la question n'est plus que de survivre !

Licenciements et plans de restructurations pullulent !! Les salarié(e)s et les précaires sont traité(e)s comme des objets et non plus comme des êtres humains !!

Nous sommes à leur côté, plus que jamais, mais les lois travail successives contre lesquelles nous avons lutté, font du dégât !

Et la crise sanitaire apparaît comme un prétexte supplémentaire pour museler et empêcher chacune et chacun d'entre nous de relever la tête.

Solidaires 11 a décidé d'aller au plus "concret" et d'aider les audoises et audois à "vivre", c'est-à-dire obtenir un toit et de quoi se nourrir, l'essentiel et le nécessaire. Nous nous tenons à la disposition de chacune et chacun en difficulté - c'est notre rôle - au delà des revendications de chaque secteur, nous appelons à un autre avenir, à apporter de l'espoir et nous voulons stopper cette désespérance nauséabonde.